



## SUIVI DE L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION

### CINQUIÈME RAPPORT D'ÉTAPE DU CANADA SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, au titre de l'Engagement Sept (Objectif 7.3), invitait les gouvernements, en collaboration avec tous les acteurs de la société civile, en coordination avec les organisations internationales pertinentes et conformément à la Résolution 1996/36 du Conseil économique et social sur le suivi des principales Conférences internationales et Sommets des Nations Unies, à, notamment:

- faire rapport au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation aux niveaux national, sous-régional et régional, en utilisant, pour leurs analyses, le système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires, dès qu'il sera mis en place;
- suivre, par l'intermédiaire du CSA, l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation aux niveaux national, sous-régional et régional, en se fondant sur les rapports des gouvernements nationaux, les rapports sur le suivi des Nations Unies et la coordination interinstitutions et des informations provenant d'autres institutions internationales compétentes.

Le présent rapport fait le point des progrès accomplis par le pays dans l'application du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Il est composé de deux sections. Les sections I et II constituent les parties principales du Rapport sur les progrès accomplis, les politiques adoptées et les mesures prises. La section II s'occupe en particulier des mesures et des programmes pris par les pays pour chacun des sept Engagements au titre du Plan d'action.

Pays	CANADA
Date du rapport	2008 (5 <sup>e</sup> rapport)

<i>Institution ou comité chargé de l'établissement du rapport</i>
Agriculture et Agroalimentaire Canada
CAT: A22-492/2009F-PDF
ISBN : 978-1-100-91959-1
AAFC-AAC: 10953F

<i>Agent de coordination</i>	
Nom	Daryl Nearing
Poste	Directeur adjoint, Institutions mondiales
Téléphone	613-773-1523
Télécopieur	613-773-1500
Adresse électronique	<a href="mailto:daryl.nearing@agr.gc.ca">daryl.nearing@agr.gc.ca</a>

## Table des matières

<b>Introduction</b>	3
<b>Section 1 : Questions prioritaires en matière de sécurité alimentaire et progression vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation</b>	4
1.1 Aperçu des questions de sécurité alimentaire au Canada	4
1.2 Études d'évaluation existantes	8
1.3 Renseignements sur les programmes d'aide extérieure et les leçons apprises	9
<b>Section 2 : Suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation</b>	14
2.1 Programmes nationaux	15
2.2 Programmes internationaux	22

## **Introduction**

En 1996, le Canada s'est joint à 186 pays pour appuyer l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) : réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique. Dans la Déclaration de Rome du SMA figurent sept engagements visant à assurer la sécurité alimentaire de tous les êtres humains. Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire, lancé en 1998, est un vaste programme national énonçant les mesures qui permettront de respecter les sept engagements de la Déclaration de Rome.

Le présent rapport est le cinquième présenté par le Canada à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Y figurent quelques-unes des nombreuses initiatives que le Canada a prises en 2006 et 2007 pour atteindre les objectifs du Sommet. Bien que ce rapport ne se veuille pas exhaustif, de par leur portée et leur envergure, les initiatives qu'il contient témoignent clairement de l'engagement permanent que le Canada a pris de réduire la faim et d'accroître la sécurité alimentaire aussi bien au Canada qu'à l'étranger. Le rapport est structuré selon le modèle demandé par la FAO, à part la deuxième section, qui contient des renseignements sur certaines mesures prises à l'échelle nationale et internationale qui répondent aux objectifs des sept engagements adoptés au Sommet mondial de l'alimentation.

## Section 1 : Questions prioritaires en matière de sécurité alimentaire et progression vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation

### 1.1 Aperçu des questions de sécurité alimentaire au Canada

Heureusement pour le Canada, la majeure partie de ses 33 millions d'habitants bénéficient de la sécurité alimentaire. Le Canada est l'un des principaux producteurs et fournisseurs d'aliments de qualité supérieure du monde, et les Canadiens sont mondialement reconnus pour leurs compétences en recherche agricole, en biotechnologie et en aménagement forestier durable. Le Canada occupe également une place enviable parmi les pays sur le plan du revenu disponible et des disponibilités alimentaires par tête, et il se classe parmi les derniers au chapitre du coût réel des aliments et du pourcentage du revenu consacré à l'alimentation. En outre, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada maintiennent un filet national de sécurité sociale.

En dépit de ces réalisations, des problèmes d'insécurité alimentaire persistent. Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2, Nutrition, réalisée en 2004 (Santé Canada, 2007), on constate que :

- plus de 1,1 million de foyers (9,2 %) du Canada n'ont pas joui de la sécurité alimentaire à un moment donné au cours des 12 mois précédents à cause de difficultés financières;
- 2,7 millions de Canadiens (8,8 %) vivaient dans des foyers connaissant l'insécurité alimentaire en 2004;
- l'insécurité alimentaire était généralement plus fréquente parmi les adultes (9 %) que parmi les enfants (5,2 %) du foyer – surtout lorsque l'expérience de l'insécurité alimentaire était profonde (adultes, 2,9 %; enfants, 0,4 %);
- la prévalence de l'insécurité alimentaire était plus élevée chez les foyers présentant certaines caractéristiques, notamment :
  - ceux qui étaient tributaires de l'aide sociale (59,7 %) ou de l'assurance-émunération/emploi des travailleurs (29 %) comme principale source de revenu du foyer,
  - ceux dont le revenu se situait dans les catégories les plus basses (48,3 %) et intermédiaires (29,1 %) de revenu adéquat du ménage,
  - les foyers autochtones en dehors des réserves (33,3 %),
  - ceux qui ne sont pas propriétaires de leur habitation (20,5 %);
- parmi les foyers qui comptent des enfants, la prévalence de l'insécurité alimentaire était surtout élevée chez :
  - ceux qui sont dirigés par un seul parent (22,5 %), en particulier lorsque l'unique parent est de sexe féminin (24,9 %).

Le rapport annuel de l'Association canadienne des banques d'alimentation sur les programmes d'alimentation d'urgence, *Bilan-faim*, estime qu'en 2007, plus de 720 000 Canadiens (dont 38,7 % sont des enfants âgés de moins de 18 ans) se sont rendus dans une banque alimentaire pour y recevoir de la nourriture au cours d'un mois caractéristique de cette année. Cela représente un recul de 4 % de l'utilisation par rapport à 2006 et fait suite à une tendance baissière globale depuis 2004, année où le nombre de Canadiens qui se prévalaient des banques d'alimentation au cours d'un mois caractéristique était estimé à environ 825 000 \$.

La pauvreté est l'un des principaux facteurs qui entravent l'accès à des aliments salubres et nutritifs suffisants, et les Canadiens les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire sont ceux qui vivent dans des ménages à faible revenu, notamment un nombre disproportionné d'Autochtones, de mères célibataires, de personnes atteintes d'une incapacité ou d'une maladie. Les programmes gouvernementaux ont des incidences directes sur la réduction de la pauvreté et, par voie de conséquence, sur la sécurité alimentaire.

Le système canadien de soutien du revenu, filet de sécurité sociale conçu, entre autres, pour subvenir aux besoins de base, améliorer le sort des gens et créer des incitations à participer au marché du travail, est un moyen important de réduire la pauvreté et de faciliter l'accès à des réserves suffisantes d'aliments salubres et nutritifs. Des programmes nationaux comme la Stratégie emploi-jeunesse, l'Initiative nationale pour les sans-abri, la Prestation nationale pour enfants et la Sécurité de la vieillesse, des initiatives appuyant les personnes handicapées, des initiatives autochtones et quantité de programmes de santé et d'éducation contribuent tous à la sécurité alimentaire. Ces programmes sont souvent complétés par des prestations et des services provinciaux tels que l'assistance sociale, des logements abordables, des services de garde et des normes d'emploi (p. ex. l'établissement du salaire minimum), ainsi que par une vaste gamme d'initiatives de la société civile.

Par exemple, la Prestation nationale pour enfants est un élément central de la stratégie que les gouvernements préconisent pour que les enfants des familles à faible revenu puissent amorcer leur vie sur le meilleur pied possible, en réduisant la pauvreté chez les enfants et en favorisant la participation des parents au marché du travail. Selon le Rapport d'étape (2006) sur la prestation nationale pour enfants (PNE), grâce à la prestation, 125 000 enfants n'ont pas vécu en situation de faible revenu en 2004. Ce même rapport indique qu'en 2004, il y a eu 12,1 % de familles à faible revenu en moins qu'il y en aurait eu sans la PNE.

Au cœur d'une stratégie visant à assurer la sécurité alimentaire, il y a l'impératif que les aliments soient suffisants, nutritivement adaptés et salubres pour tous les Canadiens; défi que l'on peut également relever par des programmes sur la nutrition et des initiatives de modes de vie sains. L'Agence de la santé publique du Canada collabore depuis plusieurs années avec Santé Canada, les provinces, les territoires et des partenaires non gouvernementaux à l'élaboration de la *Stratégie pancanadienne intégrée en matière de modes de vie sains*, qui vise à améliorer l'état de santé général des Canadiens et à réduire les disparités au chapitre de la santé, en insistant sur une alimentation saine, l'activité physique et leur rapport avec un poids normal.

Santé Canada élabore des politiques, des outils et d'autres ressources pour aider les Canadiens à opérer des choix alimentaires sains. Par exemple, en 2007, Santé Canada a publié un nouveau guide d'alimentation, *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien*, dont c'était la première mise à jour depuis 1992. Le Guide, qui est l'une des publications du gouvernement canadien les plus sollicitées, a pour but d'aider les Canadiens à opérer des choix alimentaires sains. Compte tenu du besoin de fournir des renseignements sur une saine alimentation aux nouveaux Canadiens ou aux Canadiens qui connaissent moins bien l'anglais et le français, le nouveau Guide a été traduit dans dix langues supplémentaires en 2008.

En 2007, Santé Canada a également publié son premier guide alimentaire conçu tout

spécialement pour les populations autochtones, inuites et métisses. *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien – Autochtones, Inuits et Métis* tient compte des traditions et des choix alimentaires des populations autochtones et formule les recommandations du Guide alimentaire canadien d'une manière qui reconnaît l'importance à la fois des aliments traditionnels et de la nourriture achetée en magasin.

Environ un million de cas de maladies d'origine alimentaire se déclarent au Canada chaque année, dont bon nombre ne sont jamais signalées. L'Agence de la santé publique du Canada se livre à des activités coordonnées de surveillance, d'enquête et d'éducation afin de réduire les risques et de prévenir les flambées. Les progrès réalisés dans le secteur de la salubrité des aliments profitent aussi aux collectivités nordiques éloignées, qui sont aux prises avec des problèmes exceptionnels de maladies d'origine alimentaire ayant un rapport avec l'accès aux aliments et leur qualité.

De nombreux Autochtones du Canada, en particulier dans les communautés éloignées et isolées, éprouvent la totalité ou la plupart des aspects de l'insécurité alimentaire. L'offre d'aliments commerciaux peut ne pas être fiable, à la fois sur le plan de la qualité et de la disponibilité, alors que leurs coûts sont élevés. Ces populations éprouvent des problèmes d'accès à cause d'interruptions dans l'expédition ou de changements dans les circuits migratoires des animaux. Pour contribuer à remédier à ces difficultés, le Canada appuie toute une diversité d'initiatives qui favorisent la sécurité alimentaire des Autochtones. (*Voir section II ci-après pour d'autres précisions sur ces programmes.*) À l'appui de l'organisation par le Canada de l'Année polaire internationale (2007-2008), le Canada a mené des recherches pour étudier l'impact des changements climatiques et de l'adaptation connexe, ainsi que l'impact des contaminants et d'autres facteurs de risque sur les disponibilités alimentaires traditionnelles dans le Grand Nord.

Santé Canada a également créé le Groupe de référence sur la sécurité alimentaire (GRSA), qui regroupe le gouvernement fédéral (Santé Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada), l'Inuit Tapiriit Kanatami, l'Assemblée des Premières nations et d'autres personnes-ressources et organisations afin d'échanger des renseignements, de discuter de stratégies et de possibilités ainsi que de fixer des priorités pour des mesures collectives visant à améliorer la sécurité alimentaire des communautés autochtones et inuites. Parmi les principaux résultats obtenus par le GRSA en 2006 et en 2007, mentionnons la définition des paramètres uniques de sécurité alimentaire des populations autochtones et inuites et l'accentuation du profil du problème de l'insécurité alimentaire parmi les populations par le biais d'un examen détaillé de la documentation ainsi que l'élaboration et la validation d'un modèle conceptuel visant à promouvoir la sécurité alimentaire.

### **Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire au Canada**

Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996 prévoit que chaque pays doit élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national pour assurer la sécurité alimentaire de sa population et dans le reste du monde. Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire (1998) a été élaboré par le Groupe consultatif commun composé de représentants du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Le Plan d'action expose les préoccupations prioritaires du Canada, les objectifs détaillés qui se rattachent à chacun des engagements que contient le Plan d'action du SMA, il englobe à la fois des

mesures nationales et internationales et constitue un cadre pour les efforts soutenus visant à améliorer la sécurité alimentaire au Canada et à l'étranger.

Engagement 1 : Un environnement favorable – Pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire, le Canada encourage la participation de la société civile à des réformes sociales, politiques et économiques visant à assurer la mobilisation du public sur les problèmes de sécurité alimentaire. Le Canada poursuit également ses efforts afin d'éduquer les Canadiens sur les questions de sécurité alimentaire, d'accroître leur participation aux initiatives de sécurité alimentaire et de favoriser le dialogue visant l'élaboration de politiques efficaces et intégrées de sécurité alimentaire.

Engagement 2 : Accès à la nourriture – La réduction de la pauvreté est essentielle à l'amélioration de l'accès à des aliments sains et nutritifs. Le Canada engage des investissements pour réduire la pauvreté chez les enfants, offrir de nouvelles perspectives de participer à la population active, financer des programmes communautaires pour réduire les disparités en matière de santé et aider les populations vulnérables, et subventionner le transport d'aliments vers les communautés nordiques isolées. Le Canada maintient également des normes rigoureuses de salubrité des aliments et de nutrition en adoptant de nouvelles technologies, en prenant des initiatives d'éducation, en adoptant des programmes de surveillance, en établissant des protocoles pour remédier aux maladies d'origine alimentaire et en concevant de nouvelles méthodes pour réduire la contamination des aliments.

Engagement 3 : L'agriculture durable – Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada ont lancé en 2003 un Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) détaillé afin de renforcer la capacité du secteur agroalimentaire à répondre avec efficacité à l'évolution des besoins et des demandes des consommateurs. Parmi les engagements financiers pris en vertu du CSA, mentionnons de nouveaux programmes de gestion des risques d'une valeur de 1,2 milliard \$ pour aider à maintenir l'offre régulière et fiable de produits alimentaires et 395 millions \$ de plus pour créer des instruments efficaces d'information du public et multiplier les recherches sur les bioproduits et les bioprocédés. Parmi les autres initiatives, mentionnons la prévention de la pollution et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la mise en œuvre de la Stratégie canadienne de la biodiversité, l'exploration ininterrompue et la mise en valeur des ressources génétiques ainsi que l'adoption de systèmes durables de production et de protection des cultures et des animaux.

Le CSA sera remplacé par le cadre *Cultivons l'avenir* en 2008-2012. *Cultivons l'avenir* est un nouvel engagement du secteur agricole canadien qui vise à bâtir « un secteur agroalimentaire rentable et novateur qui répond aux pressions du marché et contribue à la santé et au bien-être de tous les Canadiens ». En vertu de *Cultivons l'avenir*, les gouvernements du Canada continueront à investir dans des programmes qui favorisent l'amélioration des systèmes de salubrité des aliments et la mise en place de mesures environnementales à la ferme.

Engagement 4 : Commerce – Le Canada doit chercher à faire preuve de leadership dans l'élaboration de règles franches, équitables et prévisibles régissant le commerce et les investissements qui contribuent à accroître la sécurité alimentaire en stimulant les

investissements, en conciliant la production et la demande, en augmentant les revenus et l'emploi et en offrant aux consommateurs un plus vaste choix de denrées alimentaires. Le Canada poursuit par ailleurs toute une diversité d'initiatives stratégiques sur la politique commerciale afin de faciliter l'accès aux marchés des producteurs canadiens et d'accroître la sécurité alimentaire, notamment en établissant des partenariats et des alliances avec l'industrie, en harmonisant les normes nationales et internationales d'inspection des aliments et en trouvant des méthodes d'évaluation des ressources agricoles. De plus, les intervenants du secteur agroalimentaire sont consultés sur les négociations commerciales par l'entremise du Groupe de consultation sur les négociations du commerce agricole d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Engagement 5 : Prévention des situations d'urgence et état de préparation – Bien que le Canada bénéficie d'un solide système de protection civile, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux élaborent une Stratégie nationale et un Plan d'action qui renforceront la résilience des infrastructures essentielles du Canada, dont le but est de protéger les Canadiens contre les perturbations des infrastructures essentielles, notamment du secteur de l'alimentation. Le Plan d'action oriente la détermination des risques, la mise en place de mesures de protection et les façons de réagir aux perturbations des infrastructures essentielles. L'exécution fructueuse de la Stratégie dépend de l'établissement de partenariats de confiance entre tous les ordres de gouvernement et le secteur privé, de l'adoption d'une stratégie de gestion tous risques et de l'amélioration de l'échange et de la protection des renseignements.

Engagement 6 : Promotion des investissements – La stratégie d'investissement du Canada dans le secteur agroalimentaire a pour but de faire du Canada un lieu privilégié d'investissement à la fois pour les investisseurs nationaux et internationaux. Le Canada continue d'améliorer l'accès aux programmes et aux services fédéraux dans les régions rurales, de promouvoir les débouchés agroalimentaires pour les investissements directs nationaux et internationaux, d'encourager le financement des capitaux-risques pour les nouvelles entreprises agroalimentaires et d'accroître le financement de la recherche pour accélérer la mise au point de nouvelles technologies et de nouveaux produits.

## **1.2 Études d'évaluation existantes**

### **Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (Nutrition)**

Santé Canada a analysé et interprété les données sur la sécurité alimentaire des ménages fondée sur le revenu, recueillies par l'intermédiaire de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2 (Nutrition) réalisée en 2004. Un rapport des conclusions – *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2, Nutrition (2004) – Sécurité alimentaire des ménages fondée sur le revenu au Canada* – a été publié en juin 2007. Pour la première fois au Canada, ce rapport contient des estimations nationales et provinciales de la sécurité alimentaire fondée sur le revenu au niveau des ménages, des adultes et des enfants reposant sur une mesure type à indicateurs multiples de la sécurité alimentaire. Le rapport souligne également les sous-populations touchées par une prévalence plus élevée d'insécurité alimentaire des ménages.

Les données de l'enquête sur la nutrition constituent une autre première canadienne : elles permettent, en effet, d'analyser les aliments et les éléments nutritifs ingérés en fonction de la situation des ménages sur le plan de la sécurité alimentaire. Les chercheurs canadiens sur la



sécurité alimentaire ont découvert des apports alimentaires moins riches parmi les adolescents et les adultes des ménages souffrant d'insécurité alimentaire et bon nombre des écarts selon l'état de sécurité alimentaire persistaient après avoir tenu compte des éventuelles variables confusionnelles (Kirkpatrick et Tarasuk, 2008). (Kirkpatrick, S. et Tarasuk, V. Food Insecurity Is Associated with Nutrient Inadequacies among Canadian Adults and Adolescents. *J. Nutr.* 2008; 138 : p. 604 à 612.)

### **1.3 Renseignements sur les programmes d'aide extérieure et les leçons apprises**

Nous vivons dans un univers où plus d'un milliard de personnes luttent toujours pour survivre avec moins d'un dollar par jour et où plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim. Étant donné qu'il est généralement en mesure de maintenir un niveau élevé de prospérité et de sécurité alimentaire à l'échelle nationale, le Canada peut se permettre d'en aider d'autres à travers le monde à lutter pour une gouvernance saine et pour améliorer leur niveau de vie. À cette fin, le Canada verse de généreuses contributions pour aider les pays moins bien nantis à accroître leur sécurité alimentaire grâce à des efforts bilatéraux et multilatéraux. Le gouvernement du Canada est résolu à poursuivre sa lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde, principalement par le truchement de son Programme d'aide publique au développement (APD), dont la majeure partie est administrée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La politique canadienne actuelle de coopération en matière de développement vise à accroître l'efficacité de l'aide canadienne au développement.

Le Canada a augmenté son niveau d'APD à 4,6 milliards de dollars en 2006-2007, contre 2,6 milliards de dollars en 2000-2001. Conformément à l'objectif mondialement approuvé qui est de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'APD, le gouvernement du Canada s'est engagé, à tout le moins, à doubler son aide internationale (par rapport à 2001) pour la porter à plus de 5 milliards de dollars par an d'ici à 2010, en attachant de plus en plus d'importance à l'Afrique. En 2008-2009, l'aide du Canada à l'Afrique aura doublé par rapport au niveau de 2003-2004. Le gouvernement s'engage à continuer d'augmenter son aide au-delà de 2010 et à accélérer le taux prévu de croissance de l'aide internationale à mesure que sa situation budgétaire continue de s'améliorer.

#### **L'ACDI, le CRDI et la société civile**

Les efforts que le Canada fait à l'échelle nationale pour favoriser le développement international durable et accroître la sécurité alimentaire mondiale sont dirigés par l'ACDI, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et un vaste éventail d'organisations de la société civile.

L'ACDI est l'organisme canadien responsable de l'aide au développement international. L'ACDI a pour mandat d'appuyer le développement durable des pays en développement afin d'éradiquer la pauvreté et de contribuer à un monde plus sûr, plus équitable et plus prospère. De plus, l'ACDI favorise le développement démocratique et la libéralisation économique de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique et elle appuie les efforts internationaux visant à réduire les menaces qui planent contre la sécurité canadienne et internationale.

L'ACDI appuie les programmes de développement social et économique de ses pays et organisations partenaires, qui comprennent des gouvernements, des organisations et des établissements non gouvernementaux, des groupes communautaires, des entreprises et des

organismes internationaux tels que la Banque mondiale et l'UNICEF. Cet appui peut revêtir de nombreuses formes, comme des contributions financières aux programmes existants exploités par des partenaires; l'apport direct d'un soutien technique tel que des informations, des compétences ou du matériel; le dialogue avec des partenaires sur des questions comme les droits de la personne, la durabilité de l'environnement et des programmes d'aide plus efficaces; enfin, le partage d'informations et de savoir sur des sujets liés au développement.

Le CRDI est une société publique qui aide les pays en développement à trouver des solutions pratiques et à long terme à leurs problèmes sociaux, économiques et environnementaux, notamment à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le CRDI finance des projets de recherche dans le monde entier sur la gestion de l'environnement et des ressources naturelles; les technologies de l'information et des communications pour le développement; les politiques sociales et économiques; et l'innovation, la politique et les sciences.

Le programme Environnement et gestion des ressources naturelles (EGRN) du CRDI aide activement les pays en développement à trouver des stratégies réalisables et durables afin de renforcer leur sécurité alimentaire et hydrique; à établir la gestion de la santé humaine et des ressources naturelles; et à assurer la participation démocratique, la saine gouvernance et l'équité sociale. Le programme EGRN contribue également à renforcer les maillons entre les recherches, les politiques et leur mise en œuvre pour que les résultats concrets des recherches aboutissent à des mesures prises par les autorités municipales, nationales et internationales et d'autres intervenants qui s'occupent du développement durable.

Par ailleurs, la société civile canadienne joue un rôle prépondérant dans les efforts que fait le Canada pour accroître la sécurité alimentaire dans les pays en développement, et les initiatives de développement international de l'ACDI et du CRDI sont appuyées et complétées à tous les niveaux d'engagement par le travail acharné et les contributions indispensables de nombreux particuliers, organisations non gouvernementales et établissements d'enseignement canadiens. Des organismes comme CARE Canada, la Banque de céréales vivrières du Canada, la Fondation canadienne contre la faim et bien d'autres participent activement à des centaines de programmes de développement et d'aide humanitaire.

On trouvera dans la deuxième section de ce rapport une description d'un certain nombre d'initiatives que l'ACDI et le CRDI ont prises pour accroître la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

### **Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire internationale**

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire comporte sept engagements internationaux qui reposent sur les engagements du Plan d'action du SMA visant à éradiquer la faim dans le monde et qui les appuient. Le Canada continue de respecter ces engagements par le truchement d'un vaste éventail de politiques, de programmes et d'initiatives sur la scène internationale.

Engagement 1 : Un environnement propice – En tant que membre actif de la communauté internationale, le Canada travaille au niveau bilatéral aussi bien que multilatéral à promouvoir la démocratie, la participation et l'adoption de politiques qui favorisent des environnements macroéconomiques stables et propices à la sécurité alimentaire. En outre, le Canada apporte

une aide technique aux pays en développement et son soutien à divers efforts pour renforcer la société civile et favoriser l'inclusivité dans l'administration et la gouvernance publiques. Qui plus est, le Canada appuie sans relâche la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

Engagement 2 : Accès à la nourriture – La pauvreté est l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire. Le Canada s'évertue à réduire la pauvreté par le biais de son programme d'APD en aidant d'autres pays à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et à renforcer leur autonomie en subvenant à leurs besoins de base, en assurant leur éducation et leur formation et en éliminant les obstacles qui entravent la participation des pauvres à la société. Le Canada continue aussi de promouvoir une saine nutrition par une diversité d'initiatives d'amélioration de la santé, de l'éducation, de l'allaitement, des micronutriments et de la nutrition.

Engagement 3 : Agriculture durable et développement rural – Pour améliorer la productivité et assurer la durabilité des ressources naturelles dans les pays en développement, le Canada finance des recherches sur la sécurité alimentaire en participant aux travaux du Groupe consultatif sur les recherches internationales, réseau de 15 centres internationaux de recherche qui s'intéressent à l'alimentation et à l'agriculture. Bon nombre des initiatives agricoles nationales du Canada fournissent aussi des renseignements essentiels à l'amélioration de la production durable, et le Canada participe activement à une foule de programmes visant à appuyer la biotechnologie, à améliorer la capacité de recherche et à favoriser l'adoption, par les pays en développement, de nouvelles politiques visant à accroître la production alimentaire et à encourager le transfert de technologies agricoles. Le Canada appuie également le développement rural dans les pays en développement en collaborant avec les collectivités locales au rétablissement de la base de ressources naturelles pour l'agriculture, le pâturage, la pêche et la chasse, et il participe à une diversité d'ententes internationales dans des secteurs comme la biodiversité, la désertification, les changements climatiques, la prévention de la pollution et la conservation des stocks de poissons.

Engagement 4 : Commerce et sécurité alimentaire – La politique commerciale du Canada souligne le maintien et l'élargissement d'un régime de commerce multilatéral fondé sur des règlements par le biais de l'Organisation mondiale du commerce et la participation à des initiatives régionales et bilatérales. Cependant, le Canada reconnaît que les États ou les groupes de la société ne profitent pas tous de la libéralisation des échanges à court terme et qu'il peut être nécessaire d'adopter des mesures de transition pour aider certains pays à s'adapter. En dehors de collaborer avec des gouvernements à l'étranger pour assurer l'équité des règles commerciales et renforcer la sécurité alimentaire, le Canada continue d'étudier l'impact de la politique commerciale sur la sécurité alimentaire et d'œuvrer à l'élaboration de normes internationales régissant la salubrité des aliments, la protection des végétaux et la santé des animaux.

Engagement 5 : Prévention des situations d'urgence et état de préparation – Le Canada s'évertue à trouver des solutions diplomatiques pour prévenir les conflits qui ont un impact sur la sécurité alimentaire. Les forces armées canadiennes continuent de participer aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies. Le Canada soutient, par ailleurs, activement les efforts internationaux visant à renforcer l'état de préparation des pays enclins aux catastrophes

naturelles. Le Canada continue de juger prioritaire la fourniture d'une aide alimentaire éminemment nutritive dans les situations d'urgence et de collaborer avec d'autres donateurs pour trouver des moyens rentables d'augmenter la valeur en micronutriments des produits destinés à l'aide alimentaire.

Engagement 6 : Promotion des investissements – Le Canada continue de promouvoir les investissements dans les pays en développement en appuyant des initiatives stratégiques propices aux investissements, la poursuite de l'aide financière et technique aux institutions de microcrédit dans le tiers monde, et il offre une diversité de programmes pour aider les Canadiens qui cherchent à investir à l'échelle internationale.

Engagement 7 : Mise en œuvre et surveillance – Moyennant la participation active de la société civile, le gouvernement du Canada continue de participer avec la communauté internationale à l'atteinte de la sécurité alimentaire mondiale en collaborant avec des partenaires pour apaiser les préoccupations suscitées par la sécurité alimentaire. Le Canada encourage l'action et la coordination efficaces des donateurs en intégrant les cibles énoncées dans la stratégie de développement de l'OCDE, *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*. Le Canada ne relâche pas non plus ses efforts visant à garantir la participation de la société civile au processus de surveillance du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies, pour encourager les pays en développement à préparer des plans d'action nationaux pour la sécurité alimentaire, et inciter les institutions multilatérales de développement à intensifier leur coopération et à « gérer leurs activités en fonction des résultats ». Conformément au Plan d'action, le Canada continue par ailleurs de concevoir et d'utiliser des systèmes de cartographie de l'insécurité alimentaire, des indicateurs et des systèmes de surveillance, en plus de publier des rapports réguliers à l'intention du CSA sur la contribution du Canada au Sommet mondial de l'alimentation.

### **Leçons apprises**

Le Canada a mis en œuvre un grand nombre de nouveaux programmes d'action et politiques qui contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Canada et à l'étranger. En cours de route, le Canada a appris un certain nombre de leçons importantes qui contribueront à cartographier la voie à suivre pour réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici à 2015.

Amélioration de l'efficacité de l'aide internationale : En vertu des objectifs des budgets 2007 et 2008, l'efficacité du programme d'aide du Canada se cristallisera sur l'atteinte de résultats concrets et repose sur une stratégie à trois volets : efficacité, concentration et responsabilisation. Le Canada entend maximiser l'efficacité de l'aide en dénouant la totalité de son aide au développement d'ici à 2012-2013 (le Canada a déjà dénoué la totalité de son aide alimentaire) et en augmentant sa présence sur le terrain, notamment en rationalisant son processus décisionnel. Le Canada entend renforcer l'axe géographique de ses programmes pour parvenir à la masse critique nécessaire à l'aide afin de faire une différence plus marquée et plus visible. Il assurera également une plus grande responsabilisation en raffermissant les systèmes de gestion des dépenses publiques et en surveillant et en évaluant les fonctions pour éclairer les décisions politiques et budgétaires, en plus de suivre les progrès et les résultats atteints.

Le besoin de données : Le Canada a commencé à recueillir des données sur la sécurité alimentaire dans le cadre d'enquêtes nationales sur la santé et d'une diversité d'initiatives provinciales, mais d'autres données quantifiables sont nécessaires. C'est notamment le cas des Autochtones et d'autres groupes « à risque ».

Renforcement de la contribution de la société civile : Les membres d'organisations non gouvernementales, du milieu universitaire et d'autres entités intéressées jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire au Canada et à l'étranger, et d'autres efforts pourront être déployés à l'avenir pour tenir compte de leurs idées et de leurs contributions.

Soutien des conventions internationales et des cadres de réglementation : Le Canada continue de jouer un rôle essentiel dans bon nombre de tribunes internationales, parmi lesquelles l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le *Codex Alimentarius*, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation mondiale du commerce, pour ne nommer qu'eux. Le Canada a également mis en œuvre les conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques et la désertification; il préconise la ratification de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et il appuie le Groupe consultatif sur les recherches agricoles internationales. Le Canada poursuit également la réforme du commerce international des produits alimentaires et agricoles.

Engagement et partenariats à long terme : La principale leçon à retenir est que les questions relatives à la sécurité alimentaire sont complexes et réclament des engagements de longue durée de la part de tous les intervenants. Pour en assurer le succès, il est essentiel d'établir des partenariats pour la conception et la mise en œuvre des initiatives relatives à la sécurité alimentaire.

Paramètres d'égalité des sexes dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture : Toute politique ou intervention doit reconnaître d'emblée le grand nombre de femmes qui prennent part à l'agriculture, en particulier dans l'Afrique subsaharienne. Il faut donc à tout prix que l'aide apportée à l'agriculture – depuis les politiques jusqu'à la vulgarisation – tienne compte des réalités des sexes et plus directement des besoins et des réalités des femmes.

## Section 2 : Suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation

La présente section donne un compte rendu des mesures prises au titre de chacun des sept Engagements adoptés lors du Sommet mondial de l'alimentation. Des informations sont données concernant les politiques menées et/ou les programmes d'action mis en œuvre pour chaque engagement, en illustrant, dans la mesure possible, leur contribution au développement social et économique général, à la lutte contre la pauvreté et à la réduction de la faim.

Le texte intégral du Plan d'action du SMA peut être consulté en ligne sur le site Internet de la FAO [http://www.fao.org/monitoringprogress/summit\\_fr.html](http://www.fao.org/monitoringprogress/summit_fr.html), à la section « Documents clés, Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale ».

### *Engagements*

- Un Nous assurerons un environnement politique, social et économique propice, visant à instaurer les meilleures conditions pour l'éradication de la pauvreté et le maintien d'une paix durable, fondée sur la pleine participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité, particulièrement favorable à la sécurité alimentaire durable pour tous.
- Deux Nous mettrons en œuvre des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité et à améliorer l'accès physique et économique de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sanitaire, et son utilisation efficace.
- Trois Nous poursuivrons des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture.
- Quatre Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques concernant le commerce des denrées alimentaires et agricoles et les échanges en général contribuent à renforcer la sécurité alimentaire pour tous grâce à un système commercial mondial à la fois juste et axé sur le marché.
- Cinq Nous nous efforcerons de prévenir les catastrophes naturelles et les crises provoquées par l'homme, d'y être préparés, et de répondre aux besoins alimentaires provisoires d'urgence, d'une façon qui stimule la reprise, le redressement et le développement et renforce la capacité de satisfaire les besoins futurs.
- Six Nous encouragerons l'affectation et l'utilisation optimales de l'investissement public et privé pour faire progresser les ressources humaines, les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et forestiers durables et le développement rural, dans les zones à fort comme à faible potentiel.
- Sept Nous exécuterons ce Plan d'action, et assurerons son contrôle et son suivi, à tous les niveaux en coopération avec la communauté internationale.

<b><u>2.1 Programmes nationaux</u></b>	<b>Année de lancement</b>	<b>Durée</b>	<b>Budget total</b>	<b>État</b>
<p><b>Supplément de la prestation nationale pour enfants (SPNE) – Ressources humaines et Développement des compétences Canada</b></p> <p>Les enfants des familles à faible revenu peuvent être vulnérables à l'insécurité alimentaire. La PNE, qui fait partie de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE), conçue pour aider les familles à assumer le coût d'éducation des enfants, est un supplément mensuel versé aux familles à faible revenu et à revenu modeste. La PNE représente la contribution du gouvernement du Canada à l'initiative conjointe des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux visant à éradiquer la pauvreté chez les enfants et à faciliter la participation des parents au marché du travail par la prestation d'une aide au revenu, et l'octroi d'avantages et de services aux familles à faible revenu qui ont des enfants. Le SPNE annuel maximum par enfant en 2008 s'élevait à 3 332 \$ pour une famille à faible revenu ne comptant qu'un enfant et à 6 431 \$ pour une famille à faible revenu comptant deux enfants.</p> <p>Ces investissements jouent un rôle appréciable dans l'éradication de la pauvreté chez les enfants au Canada. Le rapport d'étape sur la PNE 2006 révèle que, grâce à la PNE, 125 000 enfants appartenant à 59 000 familles n'ont pas eu à vivre en situation de faible revenu en 2004. Il montre également que, grâce à la PNE, en 2004, il y a eu 12,1 % de familles à faible revenu en moins comptant des enfants qu'il n'y en aurait eu sans la PNE. Pour ces familles, le revenu disponible moyen a été supérieur d'environ 9,3 % (soit environ 2 400 \$CAN).</p>	1998	10 ans et se poursuit	Prestation fiscale pour enfants, 9,4 G\$, ce qui englobe 3,5 G\$ pour le supplément PNE (2007-2008)	En cours

<p><b>Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE)</b>  Le PACE assure le financement à long terme des groupes communautaires et des coalitions pour leur permettre de mettre sur pied des programmes qui répondent aux besoins de santé et de développement des enfants (de 0 à 6 ans) qui vivent dans des conditions à risque. Il part du principe que les collectivités sont mieux placées que quiconque pour définir les besoins de leurs enfants et il attache beaucoup d'importance aux partenariats, au renforcement des capacités communautaires et à d'autres stratégies qui traitent des principaux éléments déterminants de la santé. Les projets relevant du PACE offrent plus de 2 000 programmes à plus de 3 100 collectivités du Canada. Les projets du PACE servent plus de 65 000 participants (enfants et parents/gardiens) au cours d'un mois caractéristique.</p>	1992	16 ans et se poursuit	52,9 M\$	En cours
<p><b>Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) – Agence de la santé publique du Canada (ASPC) et Santé Canada</b>  Le PCNP finance des initiatives communautaires pour améliorer l'état de santé et les aides sociales aux femmes qui vivent des situations difficiles et dont la santé et celle de leurs nourrissons sont exposées aux risques de la pauvreté, d'une mauvaise nutrition et d'un isolement social et géographique. Le programme finance des activités qui ont trait à la nutrition et à l'allaitement, à l'éducation et au counseling, et il donne directement accès à des coupons pour des aliments sains. Le PCNP comporte deux volets : 1) il est au service des femmes autochtones qui vivent dans des réserves et des femmes inuites qui vivent dans des communautés inuites (sous la direction de Santé Canada); 2) il est au service des femmes enceintes à haut risque (ce qui englobe les femmes autochtones dans les milieux urbains) (sous la direction de l'ASPC). Le programme piloté par l'ASPC finance environ 330 projets dans environ 2 000 collectivités du Canada, servant une population d'environ 50 000 femmes par an. Plus de 9 000 femmes autochtones et inuites bénéficient chaque année des services de Santé Canada. Les données d'évaluation du PCNP confirment le bien-fondé de ce programme.</p>	1994	14 ans et se poursuit	27,2 M\$/an (ASPC) et 14,1 M\$/an (Santé Canada)	En cours



<p><b>Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA)</b>  Le programme comporte deux volets au service des enfants d'âge préscolaire et de leur famille : le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves (PAPAR) (Santé Canada) et le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques (PAPACUN) (ASPC). Le programme finance des stratégies de développement des tout jeunes enfants pour optimiser leur croissance et leur développement en favorisant la santé et le bien-être des enfants par des programmes complets qui comprennent des volets sur la promotion de la santé, la nutrition, la participation des parents, la culture et les langues autochtones, le soutien social et l'éducation. Les projets financés dans le cadre du Programme d'aide préscolaire aux Autochtones procure un déjeuner ou un déjeuner et des collations aux enfants. Le PAPAR sert plus de 9 000 enfants autochtones dans plus de 300 réserves, alors que le PAPACUN sert plus de 4 500 enfants inuits, métis et autochtones dans 129 lieux situés dans plus de 120 communautés à travers le Canada.</p>	1998	10 ans et se poursuit	57,3 M\$/an (Santé Canada)	En cours
<p><b>Initiative sur le diabète chez les Autochtones</b>  Cette initiative de Santé Canada cherche à promouvoir une alimentation saine et à donner accès à des aliments sains, à des activités physiques et au développement des capacités communautaires. Plus de 600 communautés autochtones et inuites ont accès aux activités de promotion de la santé et de prévention du diabète. Cette initiative englobe 50 projets au service des populations métisses et autochtones en dehors des réserves dans les collectivités urbaines.</p>	2005	5 ans	190 M\$	En cours
<p><b>Révision du Panier de provisions nutritif – Santé Canada</b>  À la fin des années 90, Santé Canada a conçu le Panier national de provisions nutritif de 1998 pour que les intervenants s'en servent afin de surveiller les coûts et le caractère abordable d'une alimentation saine. En 2007, le Ministère a entrepris la révision du Panier de 1998 pour qu'il reflète mieux les directives alimentaires actuelles et les choix alimentaires des Canadiens.</p>	2007	1,5 an	s/o	En cours (doit se terminer à l'automne 2008)

<p><b>Initiative d'action alimentaire communautaire (IAAC)</b>  L'IAAC est une initiative de promotion de la santé qui finance des solutions communautaires en vue d'améliorer la sécurité alimentaire en Colombie-Britannique (C.-B.). Lancée en 2005 dans le cadre du programme ActNow! BC, l'IAAC est une initiative concertée de six autorités sanitaires de C.-B. et du ministère des Modes de vie sains et des Sports. L'objectif de l'IAAC est d'accroître la sécurité alimentaire de tous les habitants de la Colombie-Britannique, en particulier ceux qui touchent un revenu limité. Les objectifs de l'IAAC sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ sensibiliser les gens à la sécurité alimentaire;</li> <li>▪ leur donner accès à des aliments locaux sains;</li> <li>▪ leur inculquer des connaissances et des compétences sur l'alimentation;</li> <li>▪ renforcer les capacités communautaires pour assurer la sécurité alimentaire locale;</li> <li>▪ élaborer et utiliser des politiques qui favorisent la sécurité alimentaire des collectivités.</li> </ul> <p>L'IAAC cherche à améliorer la sécurité alimentaire par la mise en œuvre de plans et d'activités à l'échelle des collectivités, des régions et de la province. Comme exemples de mesures, mentionnons l'élaboration de politiques/chartes locales sur l'alimentation et la facilitation de l'accès aux aliments grâce à un plus grand nombre de marchés d'agriculteurs.</p>	2005	En cours	1,5 M\$	En cours
<p><b>Supplément nutritif mères-bébés – Réseau de sécurité alimentaire – Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador</b>  Visé à verser un supplément financier mensuel à toutes les familles à faible revenu pour neutraliser les coûts supplémentaires de nutrition qui se rattachent à la grossesse et à la petite enfance. Le programme a été élargi à toutes les familles dont le revenu net annuel est inférieur à 22 397 \$. Le montant prénatal est de 60 \$ plus une prestation supplémentaire unique de 90 \$ à la naissance.</p>	2001	7 ans et se poursuit	915 400 \$ (2006); 1,29 M\$ (2007)	En cours

<p><b>Programme de partage de nourriture – Banque alimentaire et Centre de sensibilisation de Kamloops</b>  Food Share, à Kamloops (C.-B.) est un projet concluant de récupération d'aliments qui fonctionne par le biais de la Banque alimentaire de Kamloops et qui a établi des partenariats avec des fournisseurs locaux d'aliments pour qu'ils fournissent des paniers de denrées périssables et non périssables. Les aliments disponibles quotidiennement sont recueillis et distribués aux clients de la Banque alimentaire et aux partenaires de Food Share par des chauffeurs, des bénévoles et des employés de la Banque alimentaire de Kamloops. La Banque alimentaire de Kamloops et la Société de sensibilisation fournissent des services d'alimentation et de sensibilisation aux enfants et aux familles à faible revenu et défavorisés depuis 1988. La Banque alimentaire reçoit une subvention de 75 000 \$ par an de la C.-B. (100 000 \$ en 2008) et recueille plus de 400 000 \$ chaque année pour nourrir ses clients et exploiter le programme Food Share afin de nourrir les enfants et les familles qui ont faim par l'entremise de 25 organismes communautaires. En 2006, le programme a profité à 23 000 nourrissons, enfants, jeunes, familles, personnes âgées, adultes et aux sans-abri.</p>	2006	2 ans et se poursuit	100 000 \$	En cours
<p><b>Programmes alimentaires – Réseau de sécurité alimentaire – Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador</b>  Subventions octroyées à la Kids Eat Smart Foundation pour qu'elle procure des repas et des collations aux enfants d'âge scolaire et à la School Milk Foundation pour qu'elle procure du lait aux écoles.</p>	1992	16 ans et se poursuit	Kids Eat Smart : 500 K\$ (2006; 750 K\$ (2007) School Milk Fondation : 200 K\$ (2006, 2007)	En cours

<p><b>Initiative d'alimentation saine dans le Nord (IASN) – Gouvernement du Manitoba</b></p> <p>L'Initiative d'alimentation saine dans le Nord est une stratégie gouvernementale multisectorielle visant à faciliter l'accès des communautés nordiques et éloignées à des aliments nutritifs et abordables. Avec le concours d'organismes communautaires, l'IASN aide les communautés nordiques à renforcer leurs capacités dans la production locale d'aliments destinés à une consommation locale, à choisir des aliments nutritifs, à mettre en œuvre des stratégies pour réduire les coûts des aliments bons pour la santé, à mobiliser des fonds pour certains projets et à créer des perspectives de développement économique fondées sur l'alimentation. Au nombre des projets, il y a des jardins communautaires, des serres, des programmes scolaires et la conservation des aliments, notamment un projet de prêt de congélateurs, des caves froides et des ateliers sur la mise en conserve des aliments.</p>	2004	3,5 ans	614 800 \$	En cours
<p><b>Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste – Affaires indiennes et du Nord Canada</b></p> <p>Ce programme subventionne l'acheminement de denrées périssables et non périssables nutritives vers les communautés nordiques isolées (140 communautés y sont admissibles, avec une population d'environ 100 000 habitants). Entre 2004-2005 et 2006-2007, l'investissement du Canada dans le Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste a augmenté d'un peu plus de 10 %, pour passer de 35,9 M\$ à 39,6 M\$. Cela signifie que les droits d'affranchissement pour l'envoi d'aliments par la poste peuvent ne pas changer, comme c'est le cas depuis 1993-1994. En 2006-2007, 15,2 millions de kilogrammes de nourriture, soit une hausse de plus de 18 % par rapport à 2004-2005, ont été expédiés vers 78 communautés qui se prévalent abondamment du programme. La Provision alimentaire nordique révisée, instrument qu'utilise le programme pour mesurer le coût d'un régime alimentaire sain dans les communautés nordiques isolées où ont lieu des enquêtes sur les prix, a récemment été adoptée pour tenir compte des recommandations nutritives actuelles du Comité mixte Canada-États-Unis des apports nutritionnels de référence (ANREF)</p>	1990-1991	18 ans et se poursuit	39,6 M\$ (2006-2007)	En cours

<p><b>Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord</b> Dirigé par Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC), ce programme cherche à réduire et, dans la mesure du possible, à éradiquer les contaminants dans les aliments récoltés selon des moyens traditionnels, tout en fournissant des renseignements qui permettent aux particuliers et aux communautés du Grand Nord de prendre des décisions éclairées sur les aliments qu'ils consomment.</p>	1991	17 ans et se poursuit	4,8 M\$/an	En cours
<p><b>Projet Annana – Nunavut</b> Ce projet mesure l'exposition des femmes enceintes aux contaminants de l'environnement, les apports alimentaires traditionnels, l'insécurité alimentaire et la suffisance de certains éléments nutritifs au Nunavut. Les conclusions incitent à penser que l'exposition aux contaminants a diminué; de nombreuses femmes souffrent d'insécurité alimentaire et veulent jouir d'un meilleur accès aux aliments du pays. Soixante-quinze pour cent des femmes souffraient d'une carence en vitamine D.</p>	2005	2005-2008	s/o	Terminé
<p><b>Aliments sains dans le Nord – Nunavut</b> Projet de recherche communautaire conçu pour réduire les risques de maladies chroniques en influençant le milieu des aliments vendus au détail et en éduquant les consommateurs sur les choix et les comportements en matière d'aliments sains. La collecte préliminaire des données est terminée; la phase de mise en œuvre doit débuter en juin 2008.</p>	2005	Doit se terminer en 2010	s/o	En cours
<p><b>Modes de vie sains au Nunavut – Nunavut</b> Cours de nutrition en ligne axé sur les aliments traditionnels, le Guide alimentaire du Nunavut, la nutrition durant tout le cycle de vie, l'épicerie avec un budget limité et la prévention du diabète, dispensé chaque année à des travailleurs de la santé et à des étudiants en sciences infirmières.</p>	2001	7 ans et se poursuit	s/o	En cours

<b><u>2.2 Programmes internationaux</u></b>	<b>Année de lancement</b>	<b>Durée</b>	<b>Budget total</b>	<b>État</b>
<p><b>Amélioration du développement et de la gouvernance en Éthiopie – ACDI</b></p> <p>Le but est d'enrichir les connaissances, les capacités et l'analyse des priorités de développement en Éthiopie. Le projet permet également à l'ACDI de recenser et de financer de petites initiatives complémentaires à l'appui des priorités des programmes de gouvernance démocratique et de sécurité alimentaire. Bon nombre de ces petits investissements ont revêtu une importance absolument stratégique et exercé une profonde influence parmi les donateurs et auprès des partenaires éthiopiens, en particulier sur les questions délicates comme la gouvernance démocratique et les réformes des politiques de sécurité alimentaire/agriculture/développement rural.</p>	2003	7 ans	4,95 M\$	En cours
<p><b>Projet de gestion intégrée des bassins versants au Nicaragua – ACDI</b></p> <p>Projet visant à améliorer la qualité de vie et le bien-être économique dans les plateaux nordiques semi-arides du Nicaragua grâce à l'amélioration de la gestion et de l'utilisation des ressources hydriques. Le programme comporte trois volets : 1) la gouvernance – le renforcement des institutions; 2) l'environnement – la gestion des bassins versants; 3) la santé – les approvisionnements en eau et les services sanitaires.</p>	2006	8 ans	10 M\$	En cours
<p><b>Amélioration de la gouvernance pour la réforme agraire en Afrique du Sud – ACDI</b></p> <p>Le gouvernement d'Afrique du Sud a déclaré que la réforme agraire est indispensable si l'on veut créer des emplois et éradiquer la pauvreté. Le but de ce projet est de contribuer à faciliter l'accès (des hommes et des femmes) aux services de base à l'intention des bénéficiaires du programme de réforme agraire d'Afrique du Sud par la mise en œuvre d'un modèle complet de prestation des services après la colonisation.</p>	2005	3 ans	2,9 M\$	En cours

<p><b>Développement local dans la commune de Marmelade en Haïti – ACDI</b></p> <p>Projet local de développement et de gouvernance géré par l'entremise de la FAO. Le projet vise à améliorer la production agricole par la conservation des sols, le crédit agricole et le renforcement des comités de développement local. Il tient lieu de modèle de gouvernance locale et sa stratégie est en cours d'adoption dans la zone agroforestière de Nippes et sera reproduite dans la commune voisine de Plaisance. La deuxième phase prévoit une commune supplémentaire et a recours aux ressources locales formées durant la première phase du projet pour assurer la formation de nouveaux producteurs et de membres des comités locaux. Le projet cherche également à accroître la production agricole et la transformation et la mise en marché des produits agricoles.</p>	<p>2003 2006</p>	<p>4 ans 5 ans</p>	<p>1,5 M\$ 5 M\$</p>	<p>Terminé En cours</p>
<p><b>L'agriculture dans les régions touchées par les mines au Cambodge – ACDI</b></p> <p>Ce projet renforce la mise en œuvre de programmes durables de développement agricole intégré et l'action contre les mines à l'appui de l'éradication de la pauvreté. Son but est d'éradiquer la pauvreté parmi les agriculteurs et les agricultrices pauvres et vulnérables dans jusqu'à six districts touchés par les mines dans deux provinces et une municipalité du nord-ouest du Cambodge grâce à une augmentation de la sécurité alimentaire et des revenus. Le projet contribuera à une saine gouvernance en renforçant les structures administratives décentralisées et en offrant des services de vulgarisation agricole (notamment de microfinancement) et d'action contre les mines. La principale caractéristique du projet est l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les processus de planification et de mise en œuvre. La paternité locale sera renforcée par le recours à des programmes communautaires participatifs.</p>	<p>2006</p>	<p>5 ans</p>	<p>5 M\$</p>	<p>En cours</p>

<p><b>Centre d'excellence pour l'agriculture biologique en Afrique orientale et centrale – ACIDI</b>  (Ex-centre d'excellence en biosciences pour l'Afrique – BECA) – Installation centrale de recherches bioscientifiques construite sur le campus de l'Institut international de recherches sur le bétail à Nairobi, fondée sur un modèle de gouvernance concertée et tenant lieu de plaque tournante au milieu scientifique de l'Afrique orientale et de l'Afrique centrale et au-delà. Le programme de recherches est élaboré sur un mode concerté, en fonction des priorités de développement de l'Afrique, et il repose sur des recherches qui visent à trouver des éléments d'actif pour les petits propriétaires agricoles, à améliorer les débouchés, la durabilité de l'environnement, la sécurité des consommateurs et la salubrité des aliments.</p>	2005	7 ans	30 M\$	En cours
<p><b>Moyens de subsistance durables à Matara et à Galle : réponse post-tsunami au Sri Lanka – CHF</b>  Ce projet contribue à la reconstruction des communautés dévastées par le tsunami au Sri Lanka – en aidant, en appuyant et en permettant à 4 000 foyers ruraux pauvres de Matara et Galle de retrouver des moyens de subsistance durables et de réduire ainsi leur vulnérabilité économique et sociale. CHF et un partenaire local, Sewalanka, se concentrent sur la formation et le renforcement des capacités en matière de GAR (gestion axée sur les résultats), la stratégie de moyens de subsistance durables, la planification et la facilitation des pauvres et la comptabilité financière.</p>	2006	3 ans	2,775 M\$	En cours
<p><b>Initiative sur les micronutriments (IM), multinationale – ACIDI</b>  Les résultats intermédiaires escomptés des subventions de l'ACDI à l'IM sont doubles : 1) diminution des symptômes de carence en micronutriments; 2) sensibilisation et connaissances accrues sur les micronutriments. D'ici à 2009, le projet aura permis des améliorations dans au moins 20 des pays les plus sérieusement touchés, renforcé la capacité de défense des intérêts, satisfait à la demande et à la disponibilité de suppléments/aliments enrichis en micronutriments et assuré la surveillance des interventions.</p>	2005	4 ans	123 M\$	En cours



<p><b>Moyens de subsistance durables pour personnes ultrapauvres au Bangladesh – CHF</b></p> <p>Objectif : éradiquer à tout jamais la pauvreté parmi les segments les plus pauvres des upazilas de Kachua et Matlab dans le district de Chandpur. L'objectif est une hausse soutenue du revenu réel de 15 % à 30 % dans les secteurs ciblés. Le but est de venir en aide à environ 33 000 foyers pauvres pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins minimums quotidiens en calories. CHF et son partenaire, l'Institute for Integrated Rural Development, assurent la formation des responsables locaux du projet qui se concentrent sur la formation des formateurs dans des domaines comme l'égalité des sexes et le développement, la culture du riz, la culture des pommes de terre, la sensibilisation à l'égalité des sexes, les soins de santé primaires, la santé et la nutrition.</p>	2006	5 ans	4,75 M\$	En cours
<p><b>Protection des moyens pour la sécurité alimentaire en Éthiopie et projet de regroupement du soutien du revenu – ACDI</b></p> <p>But : atténuer la vulnérabilité d'au moins 8,3 millions de personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire de manière chronique et aider le gouvernement d'Éthiopie à opérer la transition d'un programme de protection axé sur les secours au profit d'un programme axé sur la production et le développement, ce qui aura pour effet d'améliorer l'efficacité des transferts aux foyers souffrant d'insécurité alimentaire. L'aide est fournie sous forme de nourriture ou de virements d'espèces en échange de main-d'œuvre pour des projets d'infrastructures communautaires. Le Programme de protection sociale cherche à répondre aux besoins immédiats de l'être humain tout en : (i) appuyant le processus de développement rural; (ii) incitant les foyers à se livrer à la production et aux investissements; (iii) promouvant le développement des marchés en accroissant le pouvoir d'achat des foyers.</p>	2007 2007	3 ans 2 ans	20 M\$ 20 M\$	En cours

<p><b>Développement social des groupes vulnérables au Laos – ACDI</b>  L'objectif est d'améliorer l'état de santé et de nutrition des collectivités rurales en facilitant l'accès à des régimes de base et en favorisant la diversification agricole, afin d'augmenter les revenus et d'améliorer la formation. Le potentiel de gestion et de mise en œuvre d'un projet des employés du district est solidement établi et les employés continueront sans doute d'habiter dans la province/le district. Ce projet a permis d'accroître de manière appréciable les capacités institutionnelles et opérationnelles des établissements de santé et d'éducation des districts. Des écoles, des cliniques, des hôpitaux et des centres d'apprentissage communautaires ont été modernisés. Grâce à l'accès aux communautés montagnardes, on a réussi à augmenter le transport des marchandises à destination et en provenance, ce qui a abouti directement à un accroissement de la richesse (comme en témoignent les indicateurs de consommation et d'achats d'équipements). La création de réserves gérées par les collectivités (banques de riz) continuera d'assurer la stabilité en période de stress et de pénurie alimentaire.</p>	2003	5 ans	4,1 M\$	En voie d'achèvement
<p><b>Partenariat pour la sécurité alimentaire (PSA) en Éthiopie, phase II – CHF</b>  Ce projet vise à contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance et à promouvoir des stratégies de subsistance diversifiées et durables. Il adopte également la stratégie de protection sociale et de production tout en intégrant les sexes, le VIH/SIDA et l'environnement. Le projet profite à environ 41 541 personnes – 9 010 foyers, dont 1 170 sont dirigés par une femme. Le PSA-II cherche également à renforcer la capacité du partenaire local de mise en œuvre, en organisant, par exemple, des ateliers et des séances de formation qui présentent des stratégies et des instruments pratiques pour l'intégration des sexes et du VIH/SIDA et des stratégies participatives communautaires.</p>	2005	4 ans	6,679 M\$	En cours

<p><b>Moyens de subsistance durables dans le nord du Ghana – CHF</b>  Ce projet permet aux communautés et aux foyers ruraux pauvres, en particulier ceux qui sont vulnérables au VIH/SIDA, dans le nord du Ghana, à retrouver des moyens de subsistance durables. Un élément clé est d'accroître la production agricole grâce à des technologies plus efficaces, comme la gestion biologique de la fertilité des sols, la lutte antiparasitaire intégrée et l'amélioration des obtentions végétales. Le projet se concentre également sur la production de revenus ruraux grâce à la transformation des récoltes et à l'appui des entreprises qui tissent des paniers. CHF fournit une aide visant le renforcement des capacités à son partenaire local, l'ACDEP, ce qui comprend des ateliers afin de sensibiliser les gens aux liens qui existent entre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le sexe et la contamination au VIH/SIDA; et la sensibilité des sexes aux stratégies de subsistance durables (SSD).</p>	2006	3 ans	582 000 \$	En cours
<p><b>Qualité des produits alimentaires et agricoles au Vietnam – ACDI</b>  Ce projet est axé sur la santé publique (salubrité des aliments), sur les revenus agricoles (valeur des produits) et sur le développement des échanges commerciaux. Les activités visent à améliorer les méthodes de production et de transformation et à assurer le contrôle de qualité et la certification des produits. Il prévoit l'établissement d'un potentiel de laboratoires d'analyse. Il prévoit une aide aux secteurs privés et publics. Au nombre des principaux résultats escomptés, mentionnons une amélioration de la valeur marchande des produits alimentaires vietnamiens destinés aux marchés nationaux et d'exportation afin d'assurer une augmentation des rendements de la production et de la transformation des produits agricoles et une contribution accrue des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation à l'économie. Par ailleurs, l'amélioration de la salubrité des denrées et des produits alimentaires entraînera une baisse des maladies d'origine alimentaire et des intoxications alimentaires, en plus d'améliorer la santé publique.</p>	2004	8 ans	21,3 M\$	En cours

<p><b>Financement de base de la Banque de céréales vivrières du Canada (BCVC), multinational – ACDI</b>  Pour accomplir sa mission essentielle qui est d'apporter une aide alimentaire, la BCVC se sert d'une combinaison de produits agricoles dont elle fait don (céréales, maïs, oléagineux, légumineuses et autres) et de dons en espèces. Les produits sont expédiés dans des pays en développement où les besoins sont aigus ou les dons en espèces servent à des achats locaux. La BCVC collabore avec des organismes locaux pour s'assurer que les aliments parviennent jusqu'à ceux qui en ont besoin.</p>	2006 2007	1 an 1 an	16 M\$ 20 M\$	En cours
<p><b>L'agroforesterie pour assurer le développement durable du bassin de Zambezi (phase II) en Afrique australe – ACDI</b>  Ce projet a pour but de diffuser les techniques agroforestières les plus prometteuses mises au point dans le cadre de projets d'agroforesterie antérieurs financés par l'ACDI en Afrique australe. Cette phase vise l'adoption accrue par les familles agricoles d'innovations agroforestières diverses qui contribuent à augmenter les revenus, la sécurité alimentaire et à améliorer l'environnement local. Une étude d'évaluation des impacts a révélé que l'agroforesterie a un impact positif sur l'existence des agriculteurs.</p>	2001	7 ans	15 M\$	En cours
<p><b>Projet de récupération de l'eau à Amhara en Éthiopie – ACDI</b>  Ce projet cherche à renforcer la capacité de deux institutions et d'associations d'agriculteurs pour développer et promouvoir l'utilisation durable de l'eau pour l'irrigation, ce qui aboutira : à un enrichissement des connaissances et des compétences des familles agricoles et des organismes communautaires dans la récupération de l'eau domestique, à la gestion de l'agriculture irriguée et des bassins versants; à l'élaboration de projets d'irrigation et de récupération de l'eau appartenant à des particuliers et à des communautés; au renforcement des organismes de Woreda et à la constitution d'une plate-forme institutionnelle intégrée à ce niveau; au renforcement des institutions régionales et à la coopération entre organismes.</p>	2005	10 ans	17,5 M\$	En cours

<p><b>Développement des marchés agricoles au Sénégal – ACDI</b> Ce programme vise à améliorer la situation afin d'écouler les produits sur le marché, de développer les exportations de la production agricole et d'aménager des systèmes d'irrigation privés.</p>	2007	4 ans	19 M\$	En cours
<p><b>Groupe de consultation sur le financement de base des recherches agricoles internationales, multinational – ACDI</b> Recherches et activités connexes sur les cultures alimentaires, les forêts, les productions animales, la gestion de l'irrigation, les ressources aquatiques et les politiques connexes; prestation de services aux systèmes nationaux de recherches agricoles dans les pays en développement.</p>	2003	5 ans	65,4 M\$	En voie d'achèvement
<p><b>Partenariat pour la sécurité alimentaire II au Honduras – ACDI</b> Aider le district de Bati Woreda à remédier à l'insécurité alimentaire chronique, par le renforcement des capacités et la collaboration avec des partenaires locaux, par le renforcement de la productivité agricole, de la gestion et de la conservation des ressources naturelles et par la diversification des revenus et amélioration de la prévention des catastrophes et du potentiel de gestion. Parmi les résultats enregistrés, mentionnons : hausse de la production horticole; amélioration des graines de légumes, de fruits et de légumineuses accessibles aux agriculteurs; certains foyers affichent une augmentation du rendement de 100 % à 167 %.</p>	2004	5 ans	6,5 M\$	En cours
<p><b>Renforcement des capacités organisationnelles des organismes agricoles professionnels (OAP) en Afrique – ACDI</b> Renforcer les capacités des OAP à fournir à leurs membres des services efficaces et à leur permettre d'exercer une influence plus profonde dans les forums nationaux et internationaux sur les questions agricoles, notamment les questions commerciales.</p>	2006	4 ans	4,5 M\$	En cours

<p><b>Fonds des initiatives de sécurité alimentaire au Cambodge – ACDI</b>  Améliorer la satisfaction des besoins fondamentaux de nourriture, d'eau et de subsistance. Le Cambodge est confronté à bien plus qu'un pays caractéristique à faible revenu souffrant d'un déficit alimentaire, puisqu'il est aussi vulnérable à de fréquentes inondations et sécheresses. Le projet a renforcé la capacité du gouvernement et des ONG à se livrer à des projets de petite envergure concluants.</p>	2003	5 ans	3,9 M\$	En cours
<p><b>Adaptation des fermes de petite envergure aux marchés mondiaux en Chine – ACDI</b>  L'objectif de ce programme est triple : 1) aider la Chine à instaurer un système de sécurité agroalimentaire conforme aux règles et aux normes de l'OMC et qui porte sur l'ensemble de la chaîne alimentaire dans le respect de l'environnement; 2) aider la Chine à élaborer des politiques agricoles qui respectent les règles de l'OMC; 3) déterminer les petits agriculteurs – hommes et femmes – susceptibles de pâtir de l'accession à l'OMC, et élaborer un programme efficace de recours pour les aider à s'y adapter et à profiter d'une économie de marché fondée sur les règles de l'OMC. Ces activités ont abouti à une stratégie nationale de salubrité des aliments, à une réforme administrative de l'agriculture, à une formulation améliorée des politiques et à cinq projets pilotes entièrement opérationnels.</p>	2003	7 ans	20 M\$	En cours
<p><b>Rétablissement après un séisme/facteurs de production agricole au Pakistan – ACDI</b>  Les foyers touchés par un séisme ont accès à suffisamment d'aliments pour subvenir à leurs besoins et ont entreposé des semences pour les utiliser au cours des saisons suivantes, ce qui réduit leur dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. Certains bénéficiaires ont même réussi à vendre des cultures excédentaires pour en tirer des revenus. L'amélioration des variétés de semences et l'utilisation d'engrais ont entraîné une augmentation de la productivité des sols et contribué à la production agricole dans tous les secteurs visés par le projet.</p>	2006	1 an	2,5 M\$	Terminé

<p><b>PDI et besoins à court terme des régions touchées par la sécheresse en Afghanistan – ACDI</b>  Ce projet a assuré la sécurité alimentaire immédiate des collectivités touchées par la sécheresse et la guerre et a amélioré la perception des populations touchées de la réceptivité visible des administrations locales. Il assure également la multiplication des perspectives locales de production alimentaire et de moyens de subsistance plus sûrs. Cela englobe les biens à petite échelle d'environ 11 800 familles dans neuf districts, grâce à des projets de nourriture en échange de travail et de nourriture en échange de biens (comme les infrastructures et les systèmes d'irrigation).</p>	2007	1 an	4,9 M\$	En voie d'achèvement
<p><b>PAM – Aide alimentaire aux familles vulnérables I en Afghanistan – ACDI</b>  Le PAM a conçu un plan opérationnel 2007 pour la province de Kandahar. L'opération prolongée de secours et de redressement (OPSR) et le plan opérationnel font état de deux façons d'apporter une aide alimentaire : distribution générale de nourriture et nourriture en échange de travail (ou de biens). La distribution générale de nourriture intéresse les Afghans qui ont pâti de la sécheresse et également d'inondations et de déplacements à l'intérieur. Pour ce dernier groupe, de la nourriture en échange de travail ou de biens englobe des activités de redressement, comme la création d'actifs communautaires et ménagers et la formation professionnelle. Par ailleurs, les enfants bénéficient d'un programme de nourriture pour l'éducation.</p>	2007	2 ans	4 M\$	En cours
<p><b>Rétablissement de moyens de subsistance durables dans la vallée de Konsh, PAMN au Pakistan – CHF</b>  Objectif : contribuer au rétablissement des localités touchées par un séisme au Pakistan. But : aider à la réadaptation de 6 000 foyers ultrapauvres qui vivent dans des localités touchées par un séisme dans quatre conseils de la vallée de Konsh. L'un des objectifs du projet est de renforcer les capacités du partenaire local, HAASHAR. CHF a organisé des ateliers de formation sur les moyens de subsistance durables afin d'améliorer les programmes destinés aux ultrapauvres. Parmi les autres séances de formation financées par CHF, mentionnons les SIG, les SIM et la gestion de projets.</p>	2006	2 ans	2,5 M\$	En cours

<p><b>Projet d'aide budgétaire à l'alimentation et à l'agriculture au Ghana – ACIDI</b> Fournit des ressources garanties au gouvernement du Ghana pour mettre en œuvre sa politique de développement du secteur alimentaire et agricole, la sous-composante agricole de la Stratégie ghanéenne d'éradication de la pauvreté, qui est le cadre gouvernemental visant la croissance économique et l'éradication de la pauvreté. L'agriculture est perçue comme le moteur de la croissance économique au Ghana. L'incidence prévue est une augmentation des activités agricoles, des recherches menées par les agriculteurs et une baisse de l'insécurité alimentaire.</p>	2004	5 ans	85 M\$	En cours
<p><b>Programme d'aide au développement des régions rurales côtières au Mozambique – ACIDI</b> A recours à la stratégie des « moyens de subsistance ruraux durables » pour contribuer à réduire la pauvreté des régions rurales dans la province nordique de Cabo Delgado. Avec le concours du gouvernement du Mozambique et d'autres donateurs, le programme remplit un créneau important dans les stratégies de développement national et provincial en ciblant les plus pauvres des pauvres et en renforçant les capacités et les réseaux afin de promouvoir le développement agricole et rural, d'accroître la sécurité alimentaire et la production de revenus et d'améliorer l'éducation et la santé.</p>	2005	7 ans	9,5 M\$	En cours
<p><b>Étude de pré faisabilité de Dhala Dam en Afghanistan – ACIDI</b> Mission d'évaluation technique d'experts canadiens et afghans et d'ingénieurs de la Force internationale d'assistance à la sécurité afin d'évaluer la remise en état possible de Dhala Dam dans la province de Kandahar. Cette remise en état améliorera les moyens de subsistance durables de la population rurale de Kandahar en leur procurant des réserves d'eau fiables pour l'irrigation et en améliorant la gestion de l'eau agricole et les services connexes.</p>	2007	3 ans	0,4 M\$	En cours



<p><b>Programme de mesure d'impact de la sécurité alimentaire au Ghana – ACDI</b></p> <p>L'objectif du programme est d'améliorer la prise de décisions fondées sur des informations relatives à la sécurité alimentaire. Les buts sont : 1) d'évaluer l'efficacité des programmes de sécurité alimentaire de l'ACDI; 2) de renforcer la capacité de surveillance et d'évaluation du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture (MAA) du Ghana. Des données de base ont été recueillies par l'Université de Legon et analysées par un conseiller en surveillance et en évaluation. Trois fonctionnaires du MAA ont suivi une formation sur la planification/surveillance et l'évaluation de projets. Des stratégies de sécurité alimentaire au niveau des régions et des districts ont été préparées pour assurer la surveillance à l'échelon local. Les responsabilités ont été partagées entre les fonctionnaires de l'agriculture et les administrations des régions et des districts.</p>	2002	6 ans	1,1 M\$	En cours
<p><b>Services de consultation en sécurité alimentaire au Ghana et services consultatifs et élaboration de programmes au Ghana – ACDI</b></p> <p>L'objectif est d'améliorer l'exécution des programmes de sécurité alimentaire et d'environnement au Ghana par l'appui du programme de développement du secteur alimentaire et agricole du gouvernement du Ghana en lui fournissant des experts en sécurité alimentaire/environnement pour permettre une amélioration des analyses et des programmes, et de l'aider à renforcer ses capacités à l'échelle nationale, régionale et de district. Des membres du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture s'efforcent d'améliorer la qualité et la ponctualité de la réalisation des projets et de la présentation des rapports, même si d'autres efforts et améliorations sont nécessaires. Une aide technique supplémentaire permettra au Ministère de se faire une image détaillée de ses politiques, de ses priorités et de la mesure de leur réalisation.</p>	2003	7 ans	8 M\$	En cours

